

REVUE UBA

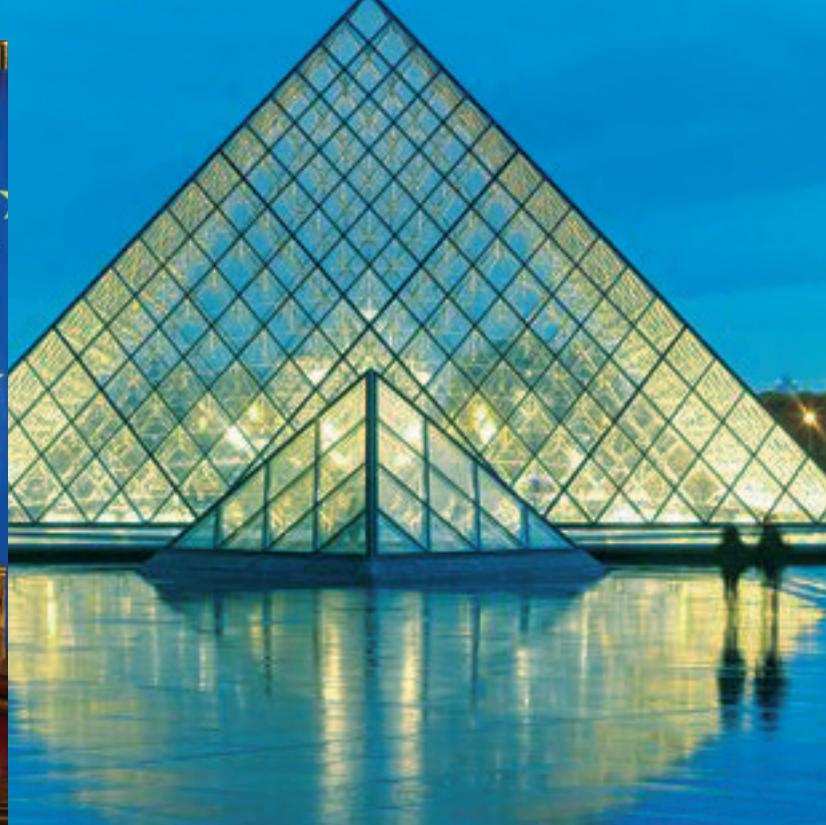
Revue de l'Union Des Banques Arabes - Edition Française

مجلة إتحاد المصارف العربية

Mai / 2023 No.1

www.uabonline.org

La coopération
Euro-Méditerranéenne:
Vers une vision commune



Sous le haut patronage de Monsieur
Emmanuel Macron
Président de la République Française
**Sommet Bancaire Economique
Euro-Med 2023 Paris**

**NOUS AVONS ENTREPRIS UNE TRANSFORMATION
PROFONDE POUR INSUFFLER UNE NOUVELLE
DYNAMIQUE DE CROISSANCE
ET DE MODERNITÉ.**



www.atb.tn

@ArabTunisianBank

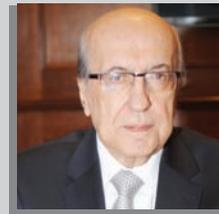


ATB
البنك العربي لتونس

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNION DES BANQUES ARABES



M. Mohamed Eletreby
Président du conseil
d'administration
Egypte



Dr. Jodeph Torby
Président du comité exécutif
Liban



M. Abdalmohsen Al-Fares
Vice- Président du conseil
d'administration,
Vice -Président du comité
exécutif,
Arabie Saoudite



Dr. Wissam Hassan Fattouh
Secrétaire Général



M. Othman Benjelloun
Maroc



**Sheikh Mohammad Al-
Jarrah Al-Sabah**
Koweït



M. Adnan Ahmed Yousif
Bahreïn



**M. Abdulla Mubarak
Al Khalifa**
Qatar



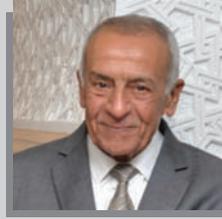
S.E.M. Bassem EL Salem
Jordanie



**M. Abdul Razzaq Al
Tarhouni**
Lybie



M. Ziyad Khalaf Abed
Irak



M. Mohamed Agrebi
Tunisie



M. Abdel Hakim EL Ojeily
Sultanat d'Oman



M. Ahmed Ali Ben Sankar
Yémen



Mme. Raghed Gergy Maasab
Syrie



**M. El Hanchi Ould
Mohamed Saleh**
Mauritanie



M. Mahmoud El Chawa
Palestine



Abbas Abdullah Abbas
Soudan



M. Tarek Fayed
Les Banques Communes



Lazhar Latreche
Algérie



Fonds Monétaire Arabe
Membre observateur



Emirats Arabes Unies

I ndex

• *Thème de couverture*

10. Sommet Bancaire Economique Euro-Med 2023



7. Le mot du
Secrétaire Général de l'UBA

Paroles d'expert, Dossiers, Articles

9. Sous le haut patronage de Monsieur
Emmanuel Macron, Président de la
République Française
15. L'Algérie veut intégrer les BRICS :
Est-elle prête économiquement ?
Qu'a-t-elle à gagner et pourquoi ?
Mr. Mazen Hammoud
20. Investir au Maghreb :
Opportunités et Défis
Mr. Mazen Hammoud
25. Que reste-t-il du partenariat euro-
méditerranéen pour la Tunisie?
Dr Estelle BRACK

27. Au-delà des réformes, vers un système financier tunisien responsable

Dhafer SAIDANE

Professeur - SKEMA Business School

Actualités Bancaires et Economiques

30. Les journées annuelles du club des dirigeants de banques et établissements de crédit d'Afrique se sont tenues à Tunis les 9 et 10 février en partenariat avec le Conseil bancaire et financier (CBF). Et ce, sur le thème : «Quelle réglementation bancaire pour les économies africaines».



31. L'Union des Banques Arabes (UBA) en coopération avec la Fédération Bancaire Française (FBF)
32. Loi de Finances 2023 et réformes économiques
33. En Tunisie, le secteur privé au cœur du plan de développement du gouvernement



35. Défense nationale: le Maroc signe un accord de compensation industrielle avec Boeing

37. Fonds Mohammed VI pour l'investissement: la stratégie dévoilée fin février, selon Benchaâboun

38. Hausse des prix: le Conseil de la concurrence ne peut intervenir qu'en cas d'abus de position dominante ou d'entente»



40. «Le centre régional d'investissements CRI joue le rôle de guichet unique auprès des investisseurs»



43. L'ATB , une banque engagée pour le savoir, l'inclusion et la culture



Dr. Wissam Hassan Fattouh
Secrétaire Général
Union des Banques Arabes

La Coopération Euro-Méditerranéenne est une nécessité pour le renforcement des canaux commerciaux

A travers le Sommet Bancaire et Economique Euro - Méditerranéen réuni au mois de Mai 2023 à Paris, nous souhaitons faire la lumière sur les crises économiques et bancaires les plus marquantes qui frappent aujourd'hui notre monde : la crise éclatée avec et après l'invasion russe de l'Ukraine, qui a alimenté un niveau des prix mondiaux déjà très élevé ; la crise bancaire aux Etats unis avec l'effondrement récent des trois banques ; et la difficulté du crédit suisse.

S'ajoute à ces crises la crainte que la contagion atteigne des pays européens dont certains sont des partenaires majeurs des pays du sud de la méditerranée. D'autant plus que ce partenariat a, selon nous, besoin d'être renforcé pour affronter ensemble les défis qui menacent la région. Parmi ces défis, il y a le risque d'inflation exacerbée du fait de la hausse des prix de l'énergie résultant

de la crise russo-ukrainienne. Cette inflation risque d'impacter le pouvoir d'achat des citoyens avec une hausse corrélative des prix alimentaires. Il faudra alors un traitement radical et profond pour éviter une crise alimentaire qui risque de durer et menacer les pays les plus vulnérables dans notre monde.

Face à cette scène inflationniste dans le monde aujourd'hui, les autorités monétaires des Etats-Unis et de la Zone Euro cherchent à resserrer davantage la politique monétaire en augmentant continuellement les taux d'intérêt depuis 2022. Cela a été l'une des principales raisons pour lesquelles les obligations bancaires ont été affectées et ont perdu de leur valeur. Ce schéma s'est produit avec la banque américaine Silicon Valley Bank qui a récemment créé une situation de panique sur les marchés, faisant remonter

des souvenirs de 2008.

Les taux des banques centrales américaine, européenne et d'autres ont augmenté à un rythme accéléré depuis l'année dernière. Cette hausse, en vue de contenir l'inflation pour revenir à son niveau moyen, a eu un impact clair et significatif sur les taux d'intérêt appliqués aux prêts. Ces derniers taux ont à leur tour augmenté, entraînant une baisse de la demande de prêts des particuliers et des institutions, ce qui a affecté directement la croissance économique soutenue par la consommation et l'investissement.

Il faut rappeler que cette même croissance a bénéficié à un moment donné de faibles taux d'intérêt proche de zéro pour cent. Le resserrement de la politique monétaire américaine suivi par un resserrement semblable dans les pays arabes qui lient leurs monnaies au dollar entrainera aussi une pression considérable sur le pouvoir des clients (Individus et TPE) à obtenir des crédits et met à mal la croissance économique dans la région.

Dans ce contexte et notamment en cas d'échec de la politique des hausses des taux d'intérêt successives en Amérique et en Zone Euro pour ralentir l'inflation, il faudrait penser à d'autres solutions plus puissantes et influentes sur le niveau des prix, et ainsi soulager la pression sur la croissance et sur les prêts bancaires.

L'invasion russe de l'Ukraine a également constitué un facteur de faiblesse pour beaucoup d'économies dans le monde, en particulier celles en développement et pauvres et à des divers degrés, avec la crise croissante de l'approvisionnement en carburant. Nous avons pu constater comment les approvisionnements en gaz russe vers la

région euro-méditerranéenne ont été affectés en raison des risques imminents et comment des pays comme la France et l'Italie ont pris l'initiative de demander à l'Algérie plus de gaz algérien pour compenser le manque de gaz russe. A partir de là, il faut veiller à la sécurité de l'énergie et à la sécurité alimentaire. Il faut aussi travailler à limiter les risques qui affectent la qualité du climat et de l'environnement et affectent ainsi le développement économique et la stabilité financière.

A travers ce sommet, nous souhaitons également mettre en lumière la nécessité d'une coopération euro-méditerranéenne accrue dans les domaines de l'investissement et de la circulation des capitaux et le renforcement des canaux commerciaux entre les pays du Nord et du Sud. Nous souhaitons aussi mettre l'accent sur la question du développement durable. Enfin, nous souhaitons lever les obstacles qui entravent l'inclusion financière et la croissance économique dans le processus de sortie des crises qui constituent un défi pour les entreprises, en particulier les PME. En conclusion, l'Union des banques arabes travaille avec ses partenaires pour une meilleure stabilité économique et financière dans le monde, en particulier dans le secteur bancaire, qui reste le principal facteur de financement. Cela se reflète positivement dans le secteur bancaire de la région arabe. En effet, l'Union des banques arabes est prête à avancer sur le chemin du partenariat et le profit mutuel des opportunités et à relever avec ses partenaires les défis qui sont nombreux à nos jours.

*Dr Wissam Fattouh Secrétaire Général de
L'Union des banques arabes.*



Le Sommet Economique Bancaire

Euro-Méditerranéen 2023

Sous le haut patronage de Monsieur Emmanuel Macron, Président de la République Française

Pour une relation économique
Euro-Méditerranéenne durable

le Sommet Economique Bancaire Euro-Méditerranéen 2023 organisé par l'Union des Banques Arabes est placé sous le haut patronage de Monsieur Emmanuel MACRON, Président de la République Française. Cette reconnaissance, au plus niveau de l'Etat français, démontre la pertinence de cet événement visant à renforcer les relations entre l'Europe et le monde Arabe, et représente un hommage aux efforts déployés par l'Union des Banques Arabes pour soutenir et améliorer les relations économiques et sociales euro-arabes.

Quinze ans auparavant, l'UBA, avec le soutien de ses partenaires privilégiés, a lancé le dialogue Euro-méditerranéen économique et financier, et ce par l'organisation annuelle de sommets regroupant la

communauté économique et financière des deux rives de la Méditerranée sur des sujets d'actualités.

l'édition de cette année se tient pour la sixième fois à Paris sous le thème : Sommet Economique Bancaire Euro-Méditerranéen 2023 : » Pour une relation économique Euro-Méditerranéenne durable ».

Ce dialogue est considéré aujourd'hui comme une véritable plateforme pour la promotion de la consolidation de la coopération et des relations Arabo-Européennes dans les domaines économique et financier. En effet ce dialogue a pu réaliser l'un de ses objectifs à savoir le rapprochement entre les acteurs internationaux impliqués et concernés par ce débat, et l'établissement de liens entre eux de manière plus étroite et constructive.



Sommet Bancaire Economique Paris – Mai 2023

Le Sommet Bancaire à Paris Les défis communs et l'impact de la crise Ukrainienne

Le monde fait face aujourd'hui à une combinaison sans précédent de tensions géopolitiques, de segmentation des marchés, d'inflation très élevée (notamment les prix des produits énergétiques et alimentaires), des risques climatiques extrêmes, d'insécurité alimentaire, de récession anticipée et de dettes publiques croissantes.

Cet ensemble d'évolutions présente des risques considérables avec des répercussions à long terme pour les économies en développement ainsi que pour les économies développées, et façonneront l'avenir du paysage socio-économique et des relations dans un proche avenir.

La région Euro-Méditerranéenne est en effet au centre de ces défis mondiaux, principalement en ce qui concerne les risques en matière de sécurité énergétique et alimentaire, le changement climatique, ainsi que la croissance économique, la dette souveraine et le développement social.

A cet effet, L'Union des Banques Arabes organise Le Sommet Bancaire Economique Euro-Med 2023 à Paris, sous le thème : « Pour une relation économique Euro-Méditerranéenne durable », est la plate-forme internationale annuelle qui permet aux ministres, gouverneurs de banques centrales, principaux banquiers, décideurs et représentants des secteurs publics et privés de divers pays, de se rencontrer et de discuter des affaires concernant la communauté bancaire et économique internationale élargie.

Ce sommet qui revêt une importance primordiale, d'autant qu'il devient urgent de renforcer les relations économiques et bancaires Euro-Méditerranéennes, est organisé en coopération avec la Fédération Bancaire Française (FBF), la Fédération Bancaire Européenne (FBE), la Chambre de Commerce Internationale (ICC), l'Union pour la méditerranée (UPM), et la

Chambre de Commerce Franco-Arabe (CCFA). Le Sommet s'articulera autour du renforcement des grands axes des développements des relations socio – économiques euro-méditerranéennes. Il identifiera les défis communs liés au changement climatique, la transition numérique, les investissements, et les énergies renouvelables ainsi que l'impact de la crise Ukrainienne sur les marchés européens et méditerranéens.

Parmi les participants et hôtes conviés figurent des Ministres de Finances de l'ensemble de la région, des Gouverneurs de banques centrales et des représentants des institutions bancaires économiques et financières locales, régionales et internationales.

Les démarches de ce sommet mettront également en vedette la cérémonie honorant

« **Le Banquier Arabe de l'année 2023** ».

■ **Les recommandations adoptées par le sommet seront publiées sur le site web de l'UBA**

The International Arab Banking Summit:

2010 - Turkey



2011 - Rome

The future of MENA Impact on Global Economy June 24-23, Italy





2012 - Berlin - Germany



2013 - Vienna - Austria



2014 - Paris - France



2015 - Budapest - Hungary



2016 - Italy - Rome



2017 - London - UK



2018 - Paris - France



2019 - Rome - Italy



2021 - Rome - Italy



2022 - Frankfurt - Germany





L'Algérie

veut intégrer les BRICS :

Est-elle prête économiquement ?
Qu'a-t-elle à gagner et pourquoi ?

Un grand pays de l'Afrique du Nord riche en gaz et en pétrole, l'Algérie, annonce son ambition de rejoindre le groupe de cinq pays émergents, les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), une grande puissance politique et économique. Le souhait d'intégrer les BRICS a été exprimé fin juillet 2022 par le président algérien Abdelmajid Tebboune salué à la fois par la Russie et la Chine.

Les BRICS sont un bloc mondial qui comprenait à sa création en 2009 quatre pays (BRIC : Brésil, Russie, Inde, Chine). Puis, l'Afrique du Sud les a rejoints en 2010. La Russie s'est attelée à la création de ce groupe à partir de septembre 2006. Ces cinq pays représentent aujourd'hui près de 40% de la population et superficie mondiales. Ils ont su profiter de la globalisation économique, ce qui se traduit par la réalisation de 25% du PIB mondial et de 18% du commerce international. Ils assurent aussi entre 40 et 50% de la croissance économique au niveau international, dont deux pays parmi eux, à savoir la Chine et l'Inde, peuvent accomplir chacun jusqu'à une croissance à deux chiffres. Ces cinq pays représentent également près de

la moitié de la consommation mondiale.

Autant de chiffres ont séduit l'économie algérienne en quête d'un nouvel élan. Il faut ajouter que les BRICS produisent 30% de ce dont le monde a besoin en biens et services selon le FMI. Ils entendent renforcer leur poids et mieux faire avancer leurs points de vue lors des négociations économiques internationales, notamment au G20 (dont ils font partie), au FMI et à l'OMC.

Lors du dernier sommet des BRICS, qui a eu lieu en Chine en juin dernier, les cinq pays ont décidé d'ouvrir l'adhésion à d'autres pays comme l'Iran (membre de l'OPEP) et l'Arabie





Saoudite (membre de l'OPEP et seul pays arabe membre de G20) ou encore l'Algérie, sujet de notre article. Les BRICS attirent l'attention de nombreux pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord à candidater.

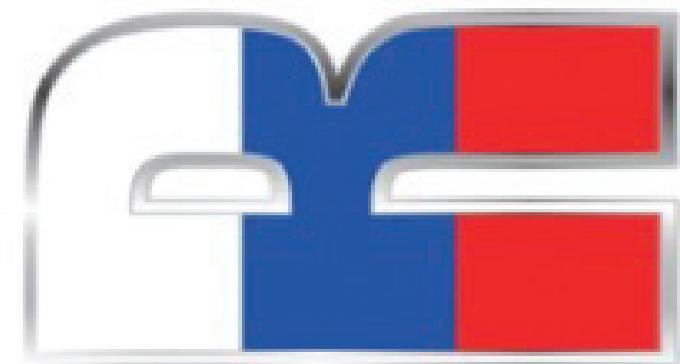
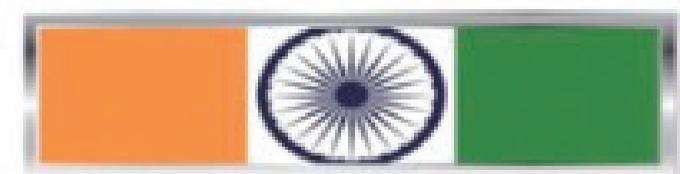
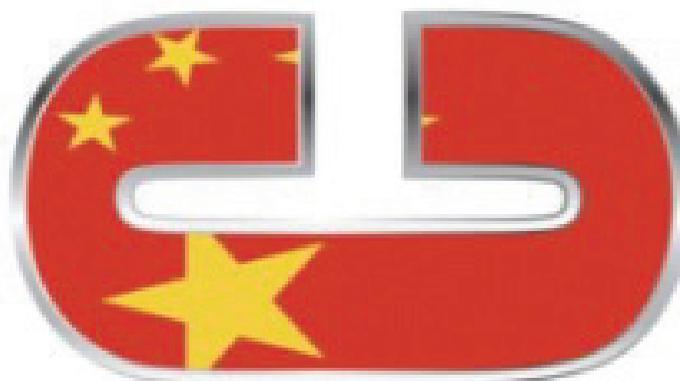
En juillet dernier, le président algérien Abdelmajid Tebboune, lors d'un entretien à la presse algérienne, avait affirmé que son pays remplissait, dans une large mesure, les conditions d'adhésion. Il déclare qu'« il y a des conditions économiques pour rejoindre les BRICS et je pense qu'elles sont remplies ».

Le président Tebboune a également déclaré que le groupe intéresse son pays car il s'agit d'une « puissance économique et politique » et que leur adhésion éloignera l'Algérie, considérée comme « pionnière du non-alignement », de « la polarisation des deux pôles ».

L'Algérie, un des rares pays africains qui a des affaires à la fois avec la Russie et l'Occident, pourra profiter des possibilités de financement de son économie (qui essaie de diversifier ses sources), notamment à travers la nouvelle

banque de développement créée par les cinq pays comme alternative au FMI. Les BRICS ont décidé de créer cette banque en juillet 2014 lors du sommet tenu au Brésil. Ils ont alors adopté un traité pour constituer une réserve d'urgence pour le groupe qui détient désormais un total de 200 milliards de dollars. Les banques centrales des BRICS ont dû contribuer à la création de cette banque basée à Shanghai. La banque peut jouer beaucoup de rôles, comme réduire l'émission de la base monétaire de ces banques ou encore alléger la pression inflationniste dans les pays du groupe.

*Le chargé d'affaires de l'ambassade de Chine en Algérie, Qian Jin, a réagi à l'ambition de l'Algérie d'intégrer le groupe BRICS. Il a alors déclaré que son pays se félicitait de cette candidature. L'automne dernier, le ministre chinois des affaires étrangères, Wang Yi, a quant à lui souhaité la bienvenue à l'Algérie dans « la famille des BRICS » lors de sa rencontre avec son homologue algérien Ramatan Lamamra en marge des travaux de l'assemblée générale de l'ONU à New York. De son côté, l'ambassadeur russe en Algérie, Valerian Shuvaev, a déclaré que la Russie ne s'opposait pas à l'adhésion de



l'Algérie au groupe. L'ambassadeur russe a expliqué que « son pays n'a aucune objection au désir de l'Algérie de rejoindre ce bloc mondial et que les deux présidents russe, Poutine, et algérien, Tebboune, ont discuté ensemble de ce sujet ».

Il est important de souligner que parmi les cinq pays qui forment les BRICS, tous avec un régime politique différent, il existe les deux plus grandes économies du monde après les États-Unis : la Chine et l'Inde. Les membres des BRICS compte aussi le plus grand exportateur d'énergie au monde, la Russie. Quant au Brésil, il est la neuvième économie dans le classement mondial avec un PIB qui avoisine les 2000 milliards de dollars. Enfin, l'Afrique du Sud est la plus grosse puissance économique d'Afrique en termes de PIB (420 milliards de dollars en 2021) et réalise près de 5% de croissance économique selon la banque mondiale.

L'Algérie, elle, s'est érigée à plusieurs reprises au deuxième rang parmi les pays arabes après l'Arabie Saoudite, notamment grâce à sa production et son export de gaz et pétrole. Elle est membre de l'OPEP et classée au 58ème rang au niveau de la planète. Son PIB prévu pour 2022 est de 193 milliards de dollars, avec une hausse de 15% par rapport à 2021. Dans son dernier rapport, la banque mondiale a prévu pour l'Algérie un taux de croissance de 2,3% en 2023.

Avec son PIB de 2022, l'Algérie figure dans le top 10 africain des économies les plus puissantes selon la banque mondiale. Elle est 4ème au classement, derrière le Nigéria (PIB : 510 milliards de dollars), l'Égypte (PIB : 435 milliards de dollars), et enfin l'Afrique du Sud

(PIB : 426 milliards de dollars). Les autres pays du top 10 africain sont le Maroc, l'Angola, le Kenya, l'Éthiopie, la Tanzanie et le Ghana.

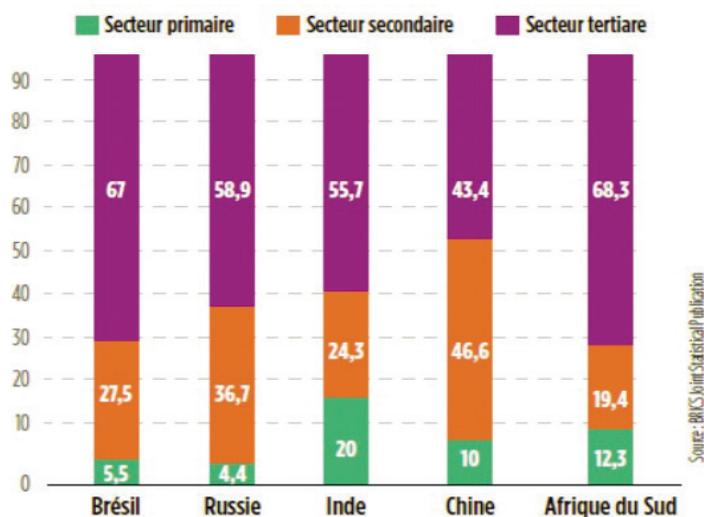
L'économie algérienne possède également le 6ème PIB le plus élevé parmi les pays de la région MENA (Afrique du Nord et Moyen-Orient). Elle est devancée par cinq riches pays pétroliers dont quatre proviennent de la région du Golfe : l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis, l'Irak, le Qatar et l'Égypte. Par rapport aux autres pays du Maghreb, le Maroc se trouve derrière l'Algérie avec un PIB de 133 milliards de dollars et occupe la 60ème place mondiale, la Libye affiche un PIB de 48 milliards de dollars et la Tunisie possède un PIB de 45 milliards de dollars. En matière de PIB, l'Algérie est en tête de l'Afrique du Nord.

*L'Algérie affiche son ambition de rejoindre les BRICS dans une période où la mondialisation se déchire et se transforme en blocs, où la guerre en Ukraine est à la porte de l'Europe avec des conséquences lourdes sur le marché mondial de l'énergie. Certes, l'Algérie est forte en matière d'énergie et très sollicitée aujourd'hui par les pays européens surtout en matière de gaz.

A partir de cette réalité, les pays du bloc BRICS, particulièrement l'Inde, ont connu une perspective économique au cours de ces dix dernières années, ainsi la demande d'énergie sera très importante. L'Algérie a tout intérêt à rejoindre les BRICS. En effet, des facilités commerciales et économiques peuvent être obtenues dans ce cadre, notamment du fait que la balance commerciale de l'Algérie avec ce bloc est souvent négative.

La Chine accapare à elle seule 18% des importations algériennes, suivie par la France,

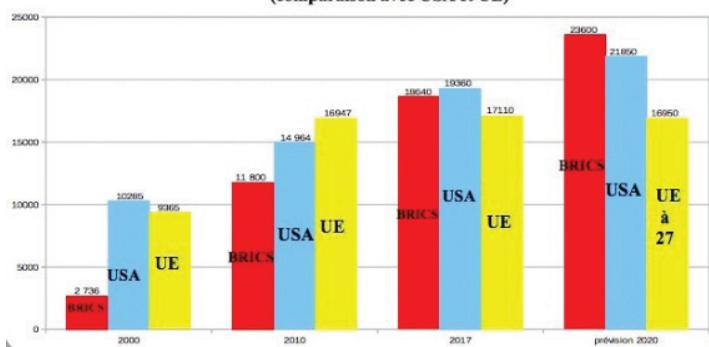
l'Allemagne puis l'Italie. Mais les exportations de la Chine à destination de l'Algérie ont totalisé 76 milliards de dollars de 2010 à 2020. Ainsi, la Chine demeure le principal fournisseur de l'Algérie avec une moyenne annuelle de 8 milliards de dollars depuis 2013. Cependant, les importations de la Chine depuis l'Algérie, constituées essentiellement d'hydrocarbures, se sont chiffrées seulement à plus de 14 milliards de dollars avec un déficit commercial de l'Algérie avec la Chine à plus de 60 milliards de dollars depuis 2010.



En outre, l'Algérie estime qu'elle a la capacité économique et politique de se transformer et devenir plus qu'un simple exportateur de pétrole et de gaz. Il y a de nouvelles perspectives et de grands avantages pour l'Algérie à rejoindre les BRICS du fait que ce groupe de cinq représente des énormes pouvoirs économiques dans le monde d'après les chiffres avancés dans cet article. Si elle devient le 6ème membre des BRICS, l'Algérie doit aussi profiter des futurs avantages commerciaux. En effet, il existe un avantage stratégique pour le commerce et pour les systèmes financier et monétaire mondiaux grâce à la redistribution des cartes à

l'échelle mondiale. En même temps, l'ambition de l'Algérie se trouve dans un ordre mondial qui est en train de se transformer rapidement d'un système unilatéral guidé ou dirigé par les États-Unis à un système multi-pouvoirs dirigé par la Chine, concurrente de la première économie mondiale, et par la Russie, premier exportateur de pétrole sur la planète qui mène sa guerre aujourd'hui contre l'Ukraine et mal aimée par l'occident.

Evolution des PIB cumulés des BRICS en milliards de dollars (comparaison avec USA et UE)



*Certes, une telle initiative de rejoindre les BRICS peut permettre à l'Algérie d'avoir des relations avec des grandes puissances émergentes et de rehausser son statut diplomatique. Elle permet à l'Algérie aussi de vendre son pétrole dans une monnaie autre que le dollar et l'euro et se convertir dans l'avenir dans la monnaie chinoise, le yuan, par exemple ; une réserve de devises qui constitue à l'Algérie une marge de manœuvre au niveau mondial avec une sécurité alimentaire à l'avenir comme la Russie, membre des BRICS. L'Algérie pourra aussi profiter de l'avancée technologique que possèdent l'Inde et la Chine. En revanche, l'Algérie doit intensifier sa politique de développement du numérique et des nouvelles technologies.

Après le souhait formulé par le président

algérien l'été dernier de rejoindre les BRICS, l'Algérie a annoncé en novembre dernier l'introduction de sa demande d'adhésion au groupe des cinq. Aussitôt confirmée, l'information a suscité une vague de réactions dans le pays notamment parmi les experts qui ont partagé leurs positions entre le salut ou la critique d'une telle initiative.

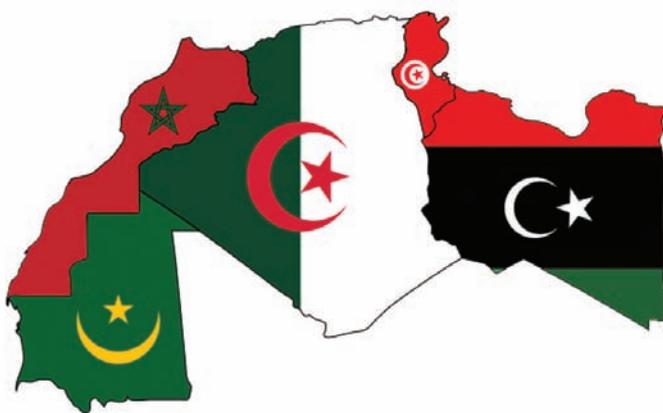
Il ne fait aucun doute que l'Algérie dispose d'un atout majeur en tant que force ou puissance énergétique en Afrique du Nord et comme partenaire pour plusieurs pays méditerranéens et en Europe. Cependant, les pays des BRICS exigent des pays candidats d'avoir une croissance économique égale ou supérieure à 5% par an, ce qui n'était pas le cas de l'Afrique du Sud dans les dix dernières années. Il est facile pour l'Algérie de réaliser ce défi du moment où le secteur de l'énergie contribue à plus de 90% de l'économie du pays. A partir de là, l'Algérie pourra être face à un autre défi : celui de diversifier son économie et compter sur d'autres sources de financements, malgré l'existence de la banque de développement des BRICS dont l'Algérie pourra bénéficier dans l'avenir si elle devient membre du bloc des cinq.

Un troisième défi à la fois politique et économique se dessine dans cette initiative algérienne d'intégrer les BRICS, celui de garder de bonnes relations avec l'ensemble des régions du monde. En effet, cette adhésion importante, si elle voit le jour, ne devrait pas se faire au détriment de ses relations avec ses partenaires occidentaux.

Mazen Hammoud

Chercheur en économie et finances / Paris

Investir au Maghreb



Opportunités et Défis

La région du Maghreb a connu ces dernières années d'énormes défis en matière d'affaires et d'opportunités. Tout d'abord, à cause de la crise sanitaire Covid-19, puis de la guerre russe contre l'Ukraine et ses conséquences sur les flux d'investissement et commerciaux, suivies par une hausse mondiale d'inflation. Cette hausse des prix sans précédent a ruiné le pouvoir d'achat des certains pays arabes dont les pays du Maghreb (Algérie-Libye-Tunisie-Maroc-Mauritanie).

Entre 2019 et 2022, ces cinq pays ont connu, comme beaucoup d'autres pays, des taux de croissance variés selon la situation de chacun d'eux. Ainsi, et selon le dernier rapport de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CnuCED) sur l'Afrique du Nord, la région du Maghreb a enregistré une baisse de 5% du flux des investissements directs étrangers (IDE) en 2021 avec un total de 9.3 Mds de dollars. Le reste du continent a enregistré des résultats remarquables de flux des investissements étrangers avec 42 Mds de dollars pour l'Afrique centrale.

Selon ce rapport paru en Juin 2022, le Maroc a enregistré en 2021 202Mds de dollars des IDE (une hausse de 52%) s'élevant à 104Mds de dollars en 2020. En 2019, ces IDE

représentaient 107 Mds de dollars, en baisse aussi de 30.5Mds en 2018, alors qu'en Algérie les IDE en 2021 ont totalisé 870 millions de dollars par rapport à 1.1 Mds en 2020. La Tunisie n'a pas fait mieux. Les IDE dans ce pays ont enregistré en 2021 un total de 660 millions de dollars soit le même niveau qu'en 2020 selon la CnuCED.

Les IDE dans le monde ont atteint 1600 Mds de dollars en 2021 après avoir retrouvé leur niveau avant la pandémie. L'image des IDE dans le monde, en général, ne reflète pas une bonne santé du secteur dont le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, voit dans ce sens une fragilité de la croissance d'investissement productif réel.



La fragilité des opportunités étrangères dans la région du Maghreb ne consiste pas seulement

Evolution du commerce extérieur de l'Algérie (M USD)



en la crise sanitaire mondiale et des incidences des aléas extérieurs. Elle est influencée par la politique intérieure du pays d'accueil des investissements et de ses réformes et lois qui garantissent les IDE et leur assurant un bon climat d'affaires, notamment en matière des taxes et des impôts, et c'est le cas des beaucoup des pays dans le monde.

Dans ce sens, l'ONU pense que les années à venir seront marquées par des profondes réformes de la fiscalité internationale. Le secrétaire général de l'ONU considère que ces réformes vont avoir une incidence considérable sur la politique d'investissement et aider les décideurs à se familiariser avec la complexité des nouvelles règles et à ajuster leurs stratégies d'investissement.

Les pays du Maghreb Arabe souffrent d'une disparité des taux de croissance entre eux, et font face à un défi commun celui d'attirer des opportunités des IDE, même différentes selon chaque pays (Energie, Industrie, Tourisme, Banques et Services) et comment créer des emplois avec du taux de chômage assez élevé, surtout chez les jeunes avec des taux de croissance dispersés. Le défi est aussi de savoir comment les économies de ces pays peuvent offrir à chacun d'eux des opportunités d'affaires. De plus, les échanges commerciaux entre ces pays ne reflètent pas le poids économique du

bloc des cinq dans la région de l'Afrique du Nord (5% en 2019). A noter qu'aucun des cinq pays du Maghreb n'a l'un de ses voisins comme partenaire commercial.

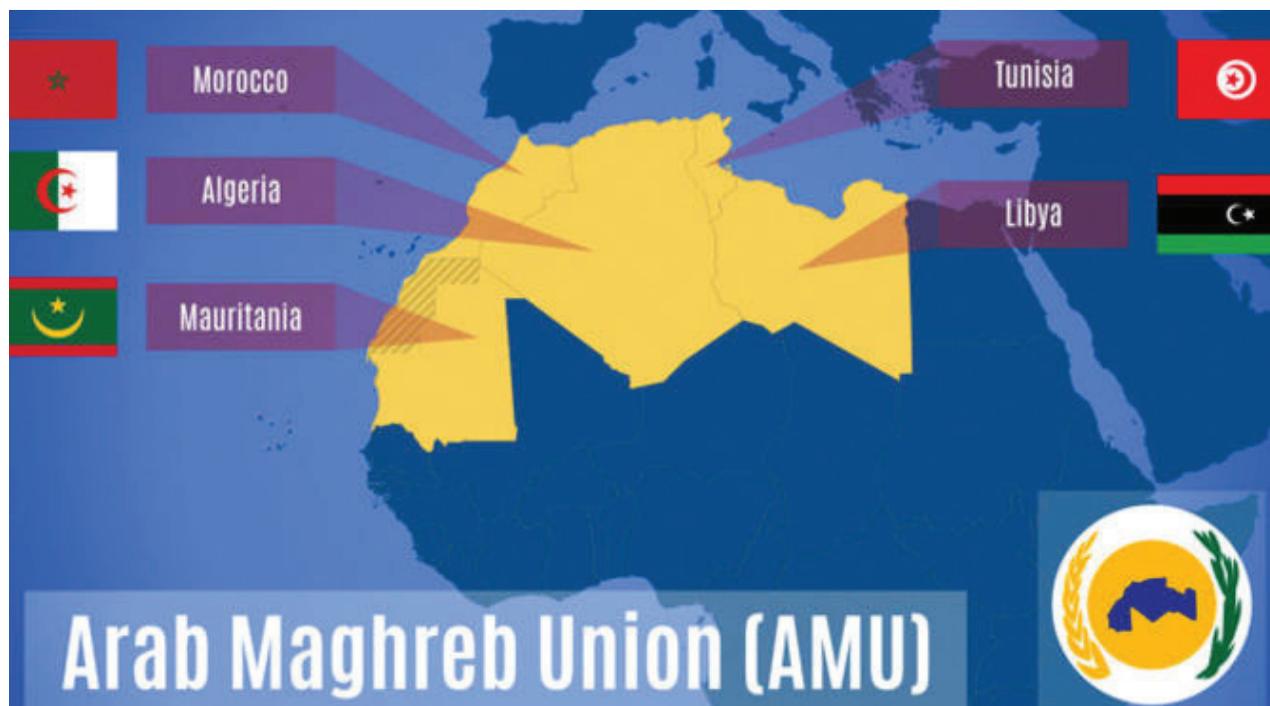
Selon la Banque mondiale pour l'année 2021 :
 - L'Algérie a réalisé un PIB de 180.69 Milliards (Mds) de dollars ce qui la place en quatrième position en Afrique avec un de taux de croissance de 3.5% et un taux de chômage de 12.7%.

- Le Maroc a réalisé un PIB de 118.5 Mds de dollars, cinquième en Afrique avec un taux de croissance de 7.9% et un taux de chômage de 11.5%.

- La Libye, en pleine crise politique, a enregistré un PIB de 48.32Mds de dollars ce qui la place onzième en Afrique avec un taux de croissance de 31.4% et un taux de chômage de 19.6%.

- La Tunisie, qui traverse une crise économique sans précédent et qui négocie avec le FMI pour obtenir des prêts, a enregistré en 2021 un PIB





de 39.86 Mds de dollars quinzième en Afrique et avec un taux de croissance de 4.3% et un taux de chômage de 16.8%.

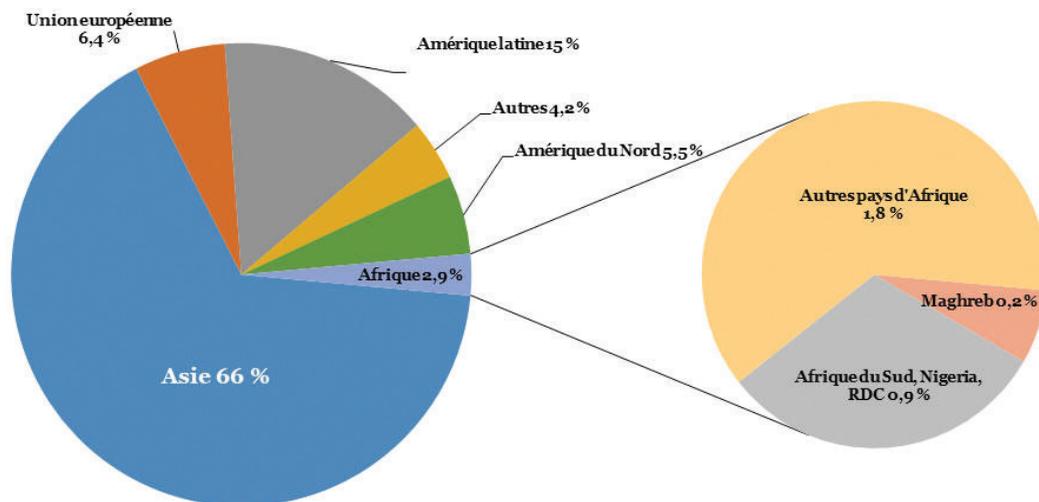
-La Mauritanie quant à elle a enregistré un PIB de 5.37Mds de dollars 38ème en Afrique, avec un taux de croissance de 2.4% et un taux de chômage de 11.5%.

D'après ces chiffres, nous constatons une grande divergence entre les cinq économies de la région et cela reflète la différence entre la capacité de consommer et celle d'épargner, et sert comme indice aux choix des investisseurs. Ces pays du Maghreb Arabe occupent une position stratégique reliant le continent européen (économies avancées) et le continent africain (économies à fort potentiel) et forment une porte d'entrée au Moyen-Orient. De plus, ils partagent une histoire, une culture et des langues avec différents dialectes et forment théoriquement un marché régional de plus de 100 millions de personnes, ce qui représente 23% de la population arabe et 8% de la population de l'Afrique.

L'Investissement direct étranger (IDE) est l'une des sources approuvées de croissance économique malgré la différence dans les structures économiques du bloc des cinq et ses politiques approuvées. Ce type d'investissements est



considéré comme une variable essentielle des relations économiques internationales et un déterminant de la croissance économique qu'on a vu inégalée dans cette région de cinq pays. Cet investissement croît à un rythme généralement comparable à celui de la croissance du commerce international. Ces investissements



peuvent trouver une opportunité soit dans le domaine de l'énergie (pétrole et gaz), soit dans le domaine de l'industrie et du tourisme, soit dans le domaine bancaire et financier selon ce que les pays du Maghreb se dotent des capacités à accueillir les investissements.

Ce type d'investissement présente un défi. Ce défi est lié aux entreprises multinationales dont les activités et les opérations sont repartis dans plus d'un pays. Si l'on fait référence à la relation entre les entreprises multinationales et les investissements directs étrangers, cela ne signifie pas que tous les IDE sont réalisés par ces entreprises, comme peuvent le faire les petites et moyennes entreprises. Cependant, sa contribution à cela reste modeste. Il faut noter que les pays du Maghreb Arabe bénéficient de contrat de coopération avec l'Union européenne ce que renforce leur position en tant que terre d'accueil des IDE. Cette coopération aussi a encouragé certains pays de l'Europe à venir demander d'intensifier les exportations de pétrole et de gaz algérien ou libyen vu les conséquences que la guerre russe contre l'Ukraine a laissé sur le marché d'approvisionnement de l'énergie.

Il faut noter aussi que les pays du Maghreb

partagent le besoin des IDE pour plusieurs raisons dont les plus importants sont : les contraintes sur les ressources financières internes ; certains d'entre eux (Algérie, Libye) souffrent du problème de la pérennité des ressources de financement, car ils reposent sur des revenus pétroliers instables, tandis que d'autres souffrent du poids de la dette publique. A noter ici que le déficit budgétaire public en 2020 a atteint des proportions importantes du PIB, et ce dans le reste des pays du Maghreb à l'exception de la Mauritanie, comme suit :

Libye (-54.5%)

Algérie (-9.7%)

Tunisie (-9.3%)

Maroc (-7.6%)

Les pays du Maghreb doivent diversifier leurs économies car ils dépendent des ressources limitées à l'exportation, ce qui les rendent vulnérables aux chocs externes.

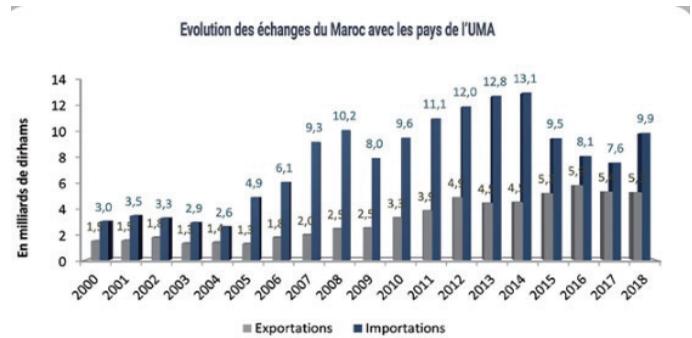
Attirer des IDE c'est avoir une stabilité politique. Dans ce sens les pays du Maghreb vivent des situations politiques différentes l'une de l'autre. C'est aussi avoir une situation financière stable avec des niveaux de dettes acceptables.

En ce qui concerne les charges des dettes externes, ces dernières varient d'un pays

à l'autre au Maghreb, parfois nécessitant, dans certains pays, d'absorber la totalité du rendement des efforts du développement et absorber aussi les rendements du commerce extérieur. Elles forment aussi une sorte de pression sur les sources des devises étrangères. Sachant que les IDE en Algérie et en Libye se précipitent sur le secteur énergétique, ce sont les secteurs industriel et immobilier qui attirent les investisseurs étrangers au Maroc. En Tunisie, les secteurs de textile, du tourisme et immobilier sont considérés comme la destination préférée des investisseurs étrangers, alors qu'en Mauritanie, c'est le secteur industriel et les projets des infrastructures qui attirent le plus les IDE. Malgré certaines difficultés économiques dans certains pays au Maghreb, les différents secteurs possibles d'investissement sont les clés de réussite de cette région et séduisent les PME hexagonales.



En 2021, le président français Emmanuel Macron a annoncé, lors de l'ouverture du forum des mondes méditerranéens à Marseille, la création d'un fond dédié de 100 Millions d'euros à compter de 2022 pour les entrepreneurs français désireux d'investir aux pays du Maghreb Arabe. Il s'agit d'une opportunité en



particulier pour les diasporas. Ce geste montre à tel point cette région reste la destination préférée des investissements. Le fond créé est piloté entre autres par Bpifrance, la banque des entrepreneurs, et va permettre aux entrepreneurs français vivant en France d'aller investir au Maroc, en Tunisie et en Algérie. Il permettra, selon le président français, à « de nouvelles opportunités mais aussi de l'emploi créé partout sur la rive sud de la méditerranée pour offrir des perspectives à la jeunesse ». Aujourd'hui et face à la transformation de la mondialisation et aux crises économiques dans le monde, les pays du Maghreb Arabe ont grand intérêt à songer beaucoup plus à une intégration plus forte et réaliser enfin leurs projets d'unicité.

Cette intégration régionale, selon le FMI, rendrait la région plus attrayante pour les entreprises et les investisseurs directs étrangers. Elle rendrait le coût du commerce et renforcerait les cinq pays face aux crises et chocs économiques. Elle pourrait aussi rehausser la croissance dans chaque pays du Maghreb et doubler le commerce international. L'Intégration entre l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, La Libye et la Mauritanie pourrait être la solution principale aux défis communs auxquels ces cinq pays font face.

Mazen Hammoud
Chercheur en économie et finances / Paris



Estelle Brack

Que reste-t-il du partenariat euro-méditerranéen pour la Tunisie?

Bâtie sur les fondations de la déclaration de Barcelone de 1995, la politique européenne de voisinage (PEV) est le bras armé de l'Union européenne pour renforcer ses relations avec ses voisins. L'UE veut ainsi offrir à ses pays voisins une relation privilégiée, bâtie sur un engagement commun pour les principes de l'économie de marché, d'une meilleure gouvernance et d'un développement soutenable.

De la politique européenne de voisinage à « l'Europe dans le monde »

L'instrument européen de voisinage (IEV), doté de 15,4 milliards d'euros entre 2014 et 2020, a été le principal instrument de financement de l'Union pour la coopération bilatérale.

Un nouvel instrument de voisinage lui a succédé depuis, autour d'une coopération au développement et de coopération internationale — « l'Europe dans le monde » sert dorénavant de cadre à la coopération de l'Union pour la période 2021 - 2027. Son dispositif de financement repose notamment sur l'octroi de subventions ou la combinaison de subventions et de prêts d'institutions financières européennes et internationales. Doté de 79,5 milliards d'euros en prix courants, le nouvel instrument portera sur la coopération de l'Union avec les pays de son voisinage, ainsi que l'Afrique, l'Asie, les Amériques, le Pacifique et les Caraïbes.

Outre le développement durable, « l'Europe dans le monde » a vocation à œuvrer en faveur d'aspects essentiels de la politique extérieure de l'Union - notamment des programmes de promotion des Droits de l'homme, de la démocratie et de la société civile – mais aussi aux défis mondiaux, notamment au changement climatique, à la migration, à la paix et à la stabilité, ainsi qu'à la coopération avec des partenaires stratégiques et à la promotion des initiatives de l'Union en matière de politique étrangère.

Le Parlement a donné son approbation finale à la création du nouvel instrument « l'Europe dans le monde » le 9 juin 2021, après deux ans et demi de négociations. Il a veillé à être plus étroitement associé à la définition des principaux objectifs stratégiques de l'instrument ainsi qu'au contrôle de sa mise en œuvre au moyen d'un dialogue géopolitique de haut niveau avec la Commission.

La coopération et l'assistance européenne aux voisins du Sud de la Méditerranée

La PEV s'appuie sur les accords juridiques existant entre l'Union et ses partenaires, à savoir les accords de partenariat et de coopération et, plus récemment, les accords d'association.

L'Union pour la Méditerranée (UpM) est un partenariat intergouvernemental et un cadre multilatéral pour les relations politiques, économiques et sociales entre l'Union et les pays du sud et de l'est de la Méditerranée. Elle a été lancée en 2008 lors du sommet de Paris, dans le prolongement du partenariat euro-méditerranéen, également connu sous le nom de processus de Barcelone.

L'UpM s'inspire des objectifs énoncés dans la déclaration de Barcelone de 1995, à savoir créer un espace de paix, de stabilité, de sécurité et de prospérité économique partagée, dans le plein respect des principes démocratiques, des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, tout en favorisant la compréhension entre les cultures et les civilisations de la région euro-méditerranéenne.

Avec la Tunisie, 2016 a vu une intensification des formes de coopération existantes. Une communication conjointe a été adoptée en septembre 2016 qui définit de nouvelles actions visant à promouvoir la stabilité à long terme, y compris la bonne gouvernance, la réforme de la justice, le développement socio-économique et la sécurité. Il a également servi de base à la création de la commission parlementaire mixte EU-Tunisia en septembre 2016 et à la contribution substantielle de l'UE à la conférence des investisseurs Tunisie 2020 en novembre 2016.

Le cas des services financiers en Tunisie

D'abord dans le cadre du programme MEDA, la coopération a visé à promouvoir des réformes visant la prospérité, la stabilité et l'état de Droit, avec un volet important sur la convergence des cadres réglementaires et de supervision des services financiers.

L'accès à des sources de financement abordables est un des points importants de la coopération entre l'UE et la Tunisie.

Dans « *JOINT COMMUNICATION TO THE EUROPEAN PARLIAMENT AND THE COUNCIL* Strengthening EU support for Tunisia »

de septembre 2016, la stratégie du Parlement européen pour la Tunisie en matière de services financiers se concentre sur l'inclusion financière et l'approfondissement des solutions de financement de l'économie :

- aider à élaborer et à mettre en œuvre une stratégie pour l'inclusion financière;
- tirer parti des subventions de l'UE pour obtenir des institutions financières européennes et le secteur privé investira dans les micro, petites et moyennes entreprises (avec la participation de la diaspora tunisienne dans l'UE);
- diversifier les sources de financement de ces entreprises au-delà prêts des banques commerciales (soutien au développement d'un marché du capital-investissement, crédit-bail, crédit-bail, affacturage et financement participatif) et étendre le soutien au réseau de microcrédit existant Institutions;
- promouvoir et investir dans le développement de l'économie sociale en tant que moyen novateur de obtenir des retours économiques sur les investissements, produisant des avantages réels pour les communautés locales.

Dr Estelle BRACK



Dhafer Saidane

Professeur - SKEMA Business School

Au-delà des réformes, vers un système financier tunisien responsable

La dégradation de la conjoncture internationale et la flambée des prix à l'échelle mondiale pèsent brutalement sur l'économie tunisienne. Cela s'ajoute aux fragilités structurelles sous-jacentes dans un contexte socio-économique difficile. La croissance devrait ralentir à court terme, tandis que la hausse des cours internationaux des produits de base exercera des pressions sur l'inflation et sur les soldes extérieur et budgétaire.

Dès lors on attend beaucoup du système financier dont l'architecture doit répondre à un minimum vital. Quand on parle du système financier on ne peut pas se limiter qu'au système bancaire. Le système financier doit englober d'autres parties prenantes indispensables au

financement de l'économie. Ces acteurs sont hélas souvent éludés.

Nous ne prétendons pas à une démarche exhaustive dans la description des défaillances à vaincre. Nous souhaitons simplement suggérer, dans le cas de la Tunisie, des pistes de réflexion permettant d'atteindre au mieux ce financement optimal.

Ainsi, sans rentrer dans les détails, dans un système financier standard aux côtés des banques, il existe un marché des capitaux avec ses trois compartiments : monétaire, financier (actions et obligations) et change. Des investisseurs institutionnels sont là aussi pour alimenter les marchés en liquidité contribuant ainsi au financement de l'économie.

Ces structures constituent désormais une sorte de norme propre aux pays dits développés.

La demande des clients crée l'offre de services des banques et non le contraire

Le nouvel accord avec le FMI appuiera le programme des réformes économiques visant à rétablir la stabilité extérieure et budgétaire de la Tunisie, à renforcer la protection sociale, et à promouvoir une croissance plus forte, plus verte et plus inclusive ainsi que la création d'emplois tirée par le secteur privé.

Or peut-on réformer « l'économie réelle » en dehors de toute considération du système bancaire et du système financier ? L'assainissement des banques publiques plombées par les crédits accrochés ne serait-il une condition nécessaire ? Bref les termes du problème ne semblent pas posés de manière claire.

De notre point de vue, au-delà des contributions accordées dans l'urgence par le FMI, la question

la plus pertinente est : de quoi ont besoin les entreprises tunisiennes pour améliorer leur financement ?

La réponse peut paraître simple dans sa formulation mais compliquée dans sa mise en œuvre. Sans prétendre à l'exhaustivité, on peut avancer que les entreprises tunisiennes ont besoin avant tout d'un système financier optimal qui soit à leur écoute. C'est la demande des clients qui crée l'offre de services des banques et non le contraire.

Nous identifions ici quelques pré-requis. Nous pensons qu'il importe d'insuffler une culture financière. Cette culture est complétée par une « Bourse » comme courroie de transmission d'un financement créateur de richesse. Cette culture est stimulée ensuite par une capacité d'innovation et un savoir-faire en ingénierie financière de sorte que la finance soit véritablement au service de l'entreprise. Cette culture financière enfin devrait garantir un mariage heureux entre une finance responsable et la responsabilité sociétale des entreprises.

La culture financière passe par l'instauration d'une véritable courbe des taux

Il est un fait, le système financier tunisien n'a pas encore atteint son architecture optimale. Le marché des capitaux demeure peu profond. L'absence d'une courbe de taux d'intérêt reliant les taux courts aux taux longs constitue une contrainte pour une culture financière favorable à la mobilisation de ressources longues tant nécessaires aux grands projets d'infrastructure. La courbe des taux permet de relier le niveau des taux d'intérêt et les échéances des placements. D'une manière générale, cette courbe doit être

croissante car un placement effectué sur une longue période rapporte plus qu'un placement placé sur une courte période. Il existe en effet une prime de risque est offerte sur les placements les plus longs afin de les encourager. Ainsi, en période normale c'est-à-dire hors crise, les taux longs sont supérieurs aux taux courts. La courbe peut malheureusement s'inverser notamment quand les opérateurs anticipent une baisse de l'activité ou comme c'est le cas en Tunisie quand il existe des menaces inflationnistes. Rappelons

que la Banque centrale de Tunisie a réalisé une hausse des taux d'intérêt (TMM) de plus de %28 sur un an, la seule arme dont elle dispose pour atténuer la tension sur les prix. Dans de telles

conditions les placements courts peuvent alors devenir plus rémunérateurs que les placements longs. Ce piège est douloureux pour une économie quelle qu'elle soit a fortiori lorsqu'elle est pauvre.

Le mariage de la finance classique et de la finance durable

Le système financier tunisien ne peut plus vivre en vase clos. En Tunisie, les acteurs financiers ne peuvent plus prêter qu'aux riches.

Ces acteurs ont besoin de s'ouvrir sur la société et de réduire la fracture sociale et régionale par la mise en place de stratégies et d'outil qui luttent contre l'exclusion. Une finance plus durable s'impose. Parmi ses nombreuses missions, la Caisse des dépôts et consignation peut, par l'intermédiaire de ses organismes dédiés, assurer cette mission d'inclusion financière.



En Tunisie, l'économie sociale et solidaire a du sens mais elle a aussi beaucoup de chemin à

faire avant d'atteindre ses objectifs. On peut évoquer plus particulièrement les domaines de la microfinance, de la micro-assurance, et du mobile Banking. Il est intéressant de noter que Bank Al-Maghrib a décidé il y a quelques années de prendre en charge la supervision des instituts de microfinance, et de loger en son sein la centrale des risques alors

qu'en Tunisie la création d'un crédit bureau traîne depuis des années.

Tout reste à faire

Le système financier tunisien, bien que résilient face à la crise COVID, a souffert ces dernières années d'un manque de réactivité de la part des autorités monétaires. Cette réactivité aurait dû se traduire par des réformes de fond portant sur quelques-uns des aspects évoqués dans notre analyse. Naturellement d'autres dimensions sont à explorer comme la concurrence et la

gouvernance bancaire, la gestion des risques, le scoring, la ressource humaine, l'accompagnement à l'international...et la transition écologique.

Autant dire que ce ne sont pas uniquement les simples mesures du FMI qui vont mettre un terme à la véritable tragédie que vit le système économique tunisien.



Les journées annuelles du club des dirigeants de banques et établissements de crédit d'Afrique se sont tenues à Tunis les 9 et 10 février en partenariat avec le Conseil bancaire et financier (CBF). Et ce, sur le thème :

« Quelle réglementation bancaire pour les économies africaines ».

Ces journées, qui se déroulent chaque année dans une capitale africaine, ont été rehaussées par Monsieur Marouane El Abassi Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie qui en a assuré l'ouverture, et de Monsieur Ferid Belhaj, Vice-Président de la Banque mondiale qui a prononcé une conférence inaugurale sur le thème « Le rôle du secteur financier et bancaire comme levier de développement ». Ces journées ont vu la participation de 67 dirigeants de banques africaines venus de 14 pays et de quasiment toutes les banques tunisiennes.

M. Habib Karaouli, PDG de Cap Bank, a été élu président du Club lors de son assemblée générale qui s'est tenue à la fin des travaux de la journée du 9 février. Il a de ce fait succédé à Sylvère Bankimbaga dirigeant de la banque burundaise Bancobu. Dans son discours, il a précisé les orientations de ce mandat, à savoir le renforcement des adhésions au club, l'ouverture géographique sur les groupements bancaires et le rayonnement sur le continent ainsi que la consolidation de l'activité formation et montée en compétence.



L'Union des Banques Arabes (UBA) en coopération avec la Fédération Bancaire Française (FBF)

L'Union des Banques Arabes (UBA) en coopération avec la Fédération Bancaire Française (FBF), la Fédération Bancaire Européenne (FBE), la Chambre de Commerce Internationale (ICC), l'Union pour la méditerranée (UPM), et la Chambre de Commerce Franco-Arabe (CCFA), organisera son **Sommet Bancaire Economique Euro-Med 2023** à Paris/France, à l'hôtel Le Peninsula Le 25 Mai 2023, sous le thème de : « **Pour une relation économique Euro-Méditerranéenne durable** »

Le Sommet s'articulera autour du renforcement des grands axes des développements des relations socio – économiques Euro-méditerranéennes. Il identifiera les défis communs liés au changement climatique, la transition numérique, les investissements, et les énergies renouvelables ainsi que l'impact de la crise Ukrainienne sur les marchés européens et méditerranéens. Les démarches de ce sommet mettront également en vedette la cérémonie honorant « **Le Banquier Arabe de l'année 2023** ».



TUNISIE LOI DE FINANCES 2023

Loi de Finances 2023 et réformes économiques

Une reprise économique assez longue est à prévoir La Tunisie dans une situation financière de plus en plus critique

L'année 2023 s'annonce « **compliquée** » si la Tunisie n'obtient pas rapidement le feu vert du Fonds monétaire international au prêt annoncé il y a plusieurs mois, a averti cette semaine le gouverneur de la Banque centrale **Marouane El Abassi**.





En Tunisie, le secteur privé au cœur du plan de développement du gouvernement

En plus de 12,3 milliards de dollars d'investissements publics d'ici à 2025, Tunis table sur l'accroissement de sa production de phosphates et l'essor des énergies vertes.

Le gouvernement tunisien a présenté, mardi 3 janvier, un plan de développement pour 2023-2025 qui mise fortement sur les investissements du secteur privé, une nette reprise de la production des phosphates, secteur jadis florissant, et une agriculture plus « verte ».

Ce plan « privilégie un nouveau modèle de développement » pour rétablir les équilibres

économiques et combattre la montée de la pauvreté qui touche 20 % des 12 millions de Tunisiens, a indiqué, devant la presse, le ministre de l'économie et de la planification, Samir Saïed.

La Tunisie est en proie à une profonde crise politique et financière qui s'est traduite ces derniers mois par des pénuries de certains produits de base – lait, sucre, riz, café – et un recul du pouvoir d'achat du

fait d'une inflation qui a atteint près de 10 % sur un an. Très endetté, le pays, dont les caisses sont vides, attend le feu vert définitif du Fonds monétaire international (FMI) pour un nouveau prêt d'environ 2 milliards de dollars (1,88 milliard d'euros), qui devrait débloquer d'autres aides étrangères.

Dans sa nouvelle stratégie 2023-2025-, le gouvernement se veut « réaliste et prudent », a indiqué M. Saïed, qui a prévu par exemple une baisse plutôt lente du taux de chômage à 14 % en 2025 contre un peu plus de 15 % en 2022. Le programme, dont les différents chapitres ont été présentés par chacun des ministres du gouvernement de Mme Najla Bouden, table sur une croissance modeste de 2,1 % en 2023 (après 1,8 % en 2022).

Pour y parvenir, il mise sur des investissements publics « nécessaires » de 12,3 milliards de dollars (entre 2023-2025-) dont 8,7 milliards à travers le budget de l'Etat et 3,6 milliards de dollars à travers les entreprises publiques.

« Locomotive de la croissance »

Ce programme fait aussi le pari d'une augmentation des investissements du secteur privé, « locomotive de la croissance » en Tunisie, en espérant qu'ils monteront à près de 60 % de l'investissement global d'ici à trois ans, ce qui nécessite, selon M. Saïed, une « amélioration du climat des affaires ». Les partenariats « public-privé » seront aussi facilités. Une bonne partie des investissements seront canalisés vers le secteur industriel, dont le poids dans l'économie doit passer de 15 % du PIB en 2022 à 18 % en 2025, avec une hausse prévue des exportations de 12 milliards de dollars annuels à 18 milliards de dollars, a indiqué la ministre de l'industrie Neila Gonji.

Le plan de développement prévoit également un accroissement de la production de phosphates – l'une des rares ressources naturelles du pays – qui

s'est effondrée ces dix dernières années à cause de troubles sociaux et de la corruption. Elle devrait passer de 3,7 millions de tonnes (Mt) annuelles actuellement à 5,6 Mt en 2023 avant un doublement à 12 Mt en 2025.

Pour promouvoir une agriculture « plus verte », les autorités encourageront l'innovation via des start-up spécialisées dans le recyclage de l'eau et la lutte contre la sécheresse qui sévit notamment dans le centre et le sud du pays. Le gouvernement parie aussi sur la transition énergétique en autorisant l'exploitation de terrains agricoles pour produire de l'électricité à partir de sources renouvelables, notamment le solaire et l'éolien.

Le plan triennal prévoit en outre une amélioration des filets de protection sociale avec par exemple une indemnisation pour les familles prenant en charge une personne âgée isolée et des investissements dans l'éducation, comme la généralisation des écoles de la deuxième chance pour les élèves en décrochage scolaire.

Le Monde avec AFP



Défense nationale:

le Maroc signe un accord de compensation industrielle avec Boeing



En exécution des Très Hautes Instructions Royales pour l'organisation de la cérémonie de signature de l'accord de compensation industrielle conclu avec la compagnie américaine Boeing, Abdeltif Loudyi, ministre délégué auprès du Chef du gouvernement, chargé de l'Administration de la Défense Nationale, a présidé ladite cérémonie,



mercredi au siège de cette Administration, et ce, en présence du Général de Corps d'Armée, Inspecteur Général des FAR et Commandant la Zone Sud, du Général de Corps d'Armée, Commandant la Gendarmerie Royale, et d'autres Hauts responsables de l'EMG des FAR ainsi que des représentants de l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique à Rabat.

L'administration de la Défense nationale indique dans un communiqué que la signature de cet accord de compensation industrielle, qui s'inscrit dans le prolongement du programme d'acquisition des hélicoptères Apache, illustre davantage la vision royale visant la modernisation et le renforcement des capacités opérationnelles des FAR ainsi que l'émergence d'un secteur d'industrie de défense au Maroc. Cet accord porte notamment sur le renforcement de l'autonomie des Forces Royales Air en matière de métrologie, de fabrication et de réparation en composite de différentes pièces de rechange et superstructures, selon les

standards aéronautiques les plus avancés, précise le communiqué.

Aussi, il témoigne de la volonté des parties de renforcer le partenariat existant entre le Maroc et la société américaine Boeing à travers la mise en œuvre de projets stratégiques communs tout en favorisant l'émergence d'une Base Industrielle et Technologique de Défense au Royaume.

L'accord renforce également, la coopération dans le domaine de la recherche et développement et le transfert de technologies à travers la qualification de bureaux d'ingénierie marocains aux normes internationales du secteur de l'aéronautique ainsi que la réalisation, en partenariat avec l'Université Mohammed VI Polytechnique de Ben Guerir, d'un centre de recherche pour la fabrication d'additive avancée 4.0.

Aussi, et dans le prolongement du protocole

d'accord industriel, signé le Roi, le 27 septembre 2016, en vue de la création au Royaume du Maroc d'un écosystème d'équipements aéronautiques, l'accord de compensation, conclu aujourd'hui, prévoit la réalisation par la société Boeing auprès de fabricants locaux qualifiés d'un volume de sourcing de pièces de rechange de 150 millions de dollars, contribuant ainsi à la création d'emploi au Maroc et à la relance économique du secteur de l'aéronautique national, ajoute le communiqué.

Aux termes de cette cérémonie, les membres de la délégation américaine ont exprimé leur admiration pour le niveau de développement économique et social, fort impressionnant, réalisé par le Royaume sous le leadership du Roi, faisant ainsi du Maroc un partenaire dynamique et compétitif, conclut le communiqué.



Fonds Mohammed VI pour l'investissement:

la stratégie dévoilée fin février, selon Benchaâboun

Intervenant lors du forum «Symposium sur l'investissement et le rôle de l'Etat territorial», Le 08 février à Rabat, le directeur général du Fonds Mohammed VI pour l'investissement a annoncé que la stratégie du fonds sera dévoilée lors du conseil d'administration prévu en février, le deuxième du genre depuis le début de l'opérationnalisation du fonds.

Ce Conseil sera aussi l'occasion d'arrêter la méthodologie de sélection des sociétés de gestion qui seront chargées de gérer les sous-fonds de ce fonds. En outre, Benchaaboun a promis que les premières opérations sont prévues dans les quelques semaines ou mois à venir.

Il insiste sur l'importance de coordonner l'action du secteur public dans le domaine de l'investissement pour atteindre les 550 Mds de dirhams d'investissements prévus à horizon 2027.





Hausse des prix

Le Conseil de la concurrence ne peut intervenir qu'«en cas d'abus de position dominante ou d'entente»

Le président du Conseil de la Concurrence, Ahmed Rahhou, a indiqué, mardi à Rabat, que le Conseil de la concurrence n'a pas de «positions à prendre» à propos de la hausse ou la baisse des prix, mais intervient «en cas d'abus de position dominante ou d'entente».

«Le rôle du Conseil, en tant qu'arbitre à la disposition de ceux qui respectent la loi et contre les pratiques anti-concurrentielles, ne lui permet pas d'intervenir en cas de la hausse ou la baisse des prix sauf si cette évolution de prix est induite par un abus de position dominante ou d'entente», a-t-il souligné en réaction aux interventions de journalistes lors d'une rencontre d'échange organisée par le Conseil de la concurrence avec les médias.

Dans ce sens, il a rappelé qu'au Maroc, la loi stipule que les prix des produits, biens et

services (en dehors de la liste des prix des produits qui sont définis par la loi, comme les médicaments qui sont administrés) ne peuvent subir des modifications que par le jeu de l'offre et de la demande, ce qui veut dire concrètement que «c'est au vendeur ou au distributeur du produit de juger de l'augmentation ou la baisse des prix».

Rahhou a, dans ce sens, rappelé l'interdiction des ententes sur le prix, notant que «lorsque deux ou plusieurs opérateurs se réunissent, ils sont dans l'interdiction de parler des prix, de les fixer de manière conjointe et de discuter



des éléments qui peuvent les influencer», notamment les prix d'achat, le niveau des stocks et les stockages communs, et ce dans un objectif de «protection du consommateur et des opérateurs eux-mêmes».

Par ailleurs, il a mis en avant le rôle de la loi sur la protection du consommateur, la loi sur la liberté des prix et la loi de la concurrence qui ont pour objectif premier «la pluralité et la non concertation», pour éviter les pénuries qui sont souvent source d'une augmentation indue et injustifiée des prix. Cette rencontre du Conseil de la concurrence avec les médias se veut une occasion de familiariser les journalistes aux grandes problématiques du droit et économie

de la concurrence, afin de mieux cerner et analyser en profondeur les questions ayant trait à ce droit à dimensions plurielles, juridique, économique, et sociale, et aussi les associer davantage dans la valorisation des actions d'«advocacy» et des initiatives pédagogiques du régulateur des marchés.

Cette rencontre a été marquée par la participation de l'Ambassadeur de la Pologne au Maroc, Krzysztof Karwowski, des experts de l'Office de protection de la concurrence et des consommateurs de la Pologne (UOKiK), ainsi que des experts de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).



E

ntretien

«Le centre régional d'investissements CRI joue le rôle de guichet unique auprès des investisseurs»

Les CRI ont un rôle majeur en matière d'accompagnement et d'orientation des porteurs de projets. Pour ce faire, ils sont dotés de nouveaux dispositifs plus innovants afin d'assurer une bonne exécution des différents programmes lancés par l'Etat.

Entretien avec Yacine Tazi, Directeur général du Centre régional d'investissement de Fès-Meknès, une région qui a mené à bien plusieurs programmes pilotés au profit des investisseurs.

Finances News Hebdo : Quels sont les facteurs d'attractivité de la région de Fès-Meknès?

La région de Fès-Meknès bénéficie d'un emplacement géographique stratégique, des flux démographiques et des couloirs des échanges économiques. Elle est au centre du Royaume et c'est un carrefour entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest du pays. Elle bénéficie aussi d'un patrimoine naturel très riche et diversifié, comme le parc national d'Ifrane qui contient la plus grande forêt de cèdre au monde. Ce site est classé patrimoine mondial de l'Unesco. Il y a aussi le parc national de Tazgua, celui

de Friwato, les montagnes de Michlifen et de Bouiblane, les stations thermales de Moulay Yaâcoub et de Sidi Harazem. Couplé aux ressources hydriques importantes, ce patrimoine naturel nous différencie au niveau national et donne à la région un cachet qui lui est propre. La région dispose également d'un autre facteur d'attractivité, qui est lié à son patrimoine matériel et immatériel unique. Elle regroupe 5 médinas historiques (Fès, Meknès, Taza, Sefrou et Zerhoun). Al Qaraouine est la plus ancienne université dans le monde toujours en activité. Il ne faut pas oublier le site archéologique de Volubilis, sans compter le festival des musiques sacrées. D'autres

facteurs d'attractivité importants existent dans la région, comme les infrastructures qui séduisent les investisseurs. Les routes représentent 20% du réseau routier national. Les autoroutes desservant la région peuvent relier les grands ports du Royaume comme Tanger Med, Casablanca, Jorf Lasfar et Nador. L'aéroport assure une connectivité importante à l'international. Les plateformes d'accueil sont compétitives, permettant une offre foncière, en locatif ou en cession, adaptée aux besoins des investisseurs. Il existe une vingtaine de quartiers industriels déployés sur 800 ha. Pour l'offshoring, 20 hectares sont proposés; et 7 zones logistiques couvrent 360 ha. Il y a aussi le projet de Technopark de Fès sur 7.000 m².

Quels sont les leviers d'accompagnement mis en place par le CRI Fès-Meknès au profit des porteurs de projets?

Le programme d'accompagnement s'articule autour de trois principaux axes, à savoir le financement de l'entrepreneuriat, la coordination des actions d'appui et l'accompagnement de l'entrepreneuriat au niveau des régions ainsi que l'inclusion financière de la population rurale. Aujourd'hui, le CRI, de par sa nature et depuis l'entrée en vigueur de la loi 4718-, joue le rôle de guichet unique auprès des investisseurs et des créateurs d'entreprises PME ou TPME pour la réalisation de leurs projets, notamment en matière de facilitation de leurs démarches administratives ou pour l'obtention des autorisations. Il assure aussi les missions de conseil et d'information, d'orientation et d'assistance. Ce programme s'intègre pleinement dans l'offre de services du CRI et d'action de proximité, d'information et de sensibilisation auprès des porteurs de projets pour qu'ils puissent bénéficier de cette nouvelle offre incitative, innovante et intégrée. Le comité régional a un rôle à jouer en matière d'accompagnement.

Quelles sont les missions prioritaires de ce comité régional?

La mise en place du comité régional au niveau du CRI répond à un besoin important, qui est d'assurer la coordination et le suivi de l'exécution des mesures relatives à l'accompagnement entrepreneuriales. Il est présidé par le DG du CRI et regroupe également des représentants de nombreuses institutions comme Bank Al-Maghrib, la Caisse centrale de garantie (CCG), le Groupement professionnel des banques du Maroc (GPBM), la CGEM et l'OFPPPT. Parmi les missions qui sont assignées à ce comité, figure notamment le suivi des actions de facilitation de l'accès au financement au profit des TPME. Egalement, des actions sont déclinées en matière d'information et de sensibilisation sur les mesures d'accompagnement au profit des porteurs de projets. Il a pour mission d'assurer la mise en relation des investisseurs avec les experts pour leur prodiguer des conseils en matière d'assistance technique ou de conseil juridique pour le montage des dossiers. Il s'agit aussi d'être une force de proposition pour simplifier les procédures et les digitaliser.

Quels sont les ingrédients nécessaires pour la réussite de ces actions?

La nouvelle offre dédiée aux PME et TPME est très innovante. Elle peut table sur certains mécanismes de soutien, comme le Fonds d'appui au financement de l'entrepreneuriat doté d'une enveloppe de 6 milliards de DH à travers la simplification des procédures, les conditions de garantie (les garanties personnelles ont été supprimées) et la réduction des coûts des crédits. Par ailleurs, le partenariat existant avec les différentes institutions ainsi que le grand maillage dans le territoire au niveau des

agences bancaires permettent une couverture importante et une mobilisation générale de l'ensemble des acteurs. L'intégration naturelle de ce programme dans l'offre de services du CRI assure un accompagnement de 360 degrés pour tout porteur de projet.

Quel rôle peut jouer le CRI pour sensibiliser les investisseurs sur l'importance de l'efficacité énergétique?

Nous avons scellé un partenariat avec l'Agence marocaine pour l'efficacité énergétique (AMEE). L'idée est d'identifier les besoins des industriels de la région et de savoir comment les accompagner efficacement pour assurer la transition énergétique dans une logique de compétitivité à l'export, avec la mise en place de la taxe carbone. Ce partenariat a été établi pour sensibiliser et informer les industriels de la région sur les dispositifs qui devront être mis en place et les mesures à prendre pour se conformer aux nouvelles normes. Et, pour leur proposer à titre gracieux un audit énergétique pour identifier leurs habitudes de consommation et investir les pistes d'amélioration. Il s'agit aussi de les accompagner dans la mise en place d'un système de management de l'énergie.

En matière d'accompagnement, comment pouvez-vous répondre aux besoins spécifiques de chaque investisseur?

Effectivement, les besoins diffèrent d'un investisseur à un autre, qu'il soit jeune porteur de projet, étudiant, TPME, agriculteur, industriel. A cet égard, nous avons mis une sorte de matrice d'accompagnement pour mettre en exergue les cibles potentielles qui peuvent bénéficier d'une offre, les étapes d'un cycle de vie d'un projet depuis la création jusqu'au développement à l'export et d'aide à la pérennisation. Avec les partenaires de la région, nous voulons assurer une couverture de cette matrice et avoir une offre d'accompagnement adaptée. Dans le programme Afwaj lancé en partenariat avec la BCP, l'Anapec, la Fondation de création d'entreprises, nous avons identifié de jeunes porteurs de projets qui avaient des besoins d'informations sur le programme Intilaka ou des besoins sur les bases de l'entrepreneuriat en management, en gestion de trésorerie, en passant par l'étape du montage du business plan, du dossier de financement jusqu'à l'obtention du crédit et enfin le démarrage de l'activité. C'est un exemple de partenariat réussi dans la région de Fès-Meknès et qui a été dupliqué au niveau national.



A photograph of the ATB Financial building. The building has a grey facade with the words "ATB Financial" in large, blue, 3D-style letters. There are several young trees in front of the building. To the left, there is a brick wall. To the right, a sign for "ATB Thru ATM" is partially visible.

ATB Financial

L'ATB

une banque engagée pour le savoir l'inclusion et la culture

Depuis sa création, l'Arab Tunisian Bank a toujours œuvré en faveur de la culture, de l'éducation, du sport et de l'entrepreneuriat. Engagée également dans la parité homme-femme au sein du milieu professionnel, la banque a su conduire de façon alignée ses projets et actions RSE et ainsi jouer pleinement son rôle sociétal dans l'écosystème socio-économique tunisien.

Consciente des défis nationaux, l'ATB est convaincue de l'importance majeure de collaborer avec les organismes publics, la société civile et autres parties prenantes afin de consolider les efforts de synergie entre les acteurs et entreprendre des initiatives sur différents axes de projets et programmes touchant à l'éducation, l'enfance, la santé, l'entrepreneuriat... Cette vision collaborative permet d'engager l'ensemble des acteurs sur les enjeux cités pour apporter des solutions immédiates et à fort impact aux populations concernées.

Education de qualité : la technologie et la culture comme leviers de savoir

En alignement avec l'un des axes des Objectifs de Développement Durable (ODD) qui vise à donner accès, dans des conditions d'égalité, à un enseignement de qualité, l'ATB s'est engagée, en juin 2017, en collaboration avec le ministère de l'éducation à un programme national de numérisation des écoles pour réhabiliter et doter des lycées de salles d'informatiques entièrement aménagées et équipées de matériel à la pointe de la technologie, dont des ordinateurs de bureau dernière génération, des écrans tactiles et interactifs géants, des scanners, des imprimantes, de la logistique, la maintenance ainsi qu'une formation dispensée aux enseignants pour un bon usage du matériel fourni. Ce programme a permis la mise en œuvre de 11 laboratoires et se poursuivra pour atteindre les 24 laboratoires à raison d'une unité par gouvernorat.

Nombreux également sont les programmes pensés, implémentés et maintenus et ayant pour seul cap, l'amélioration du volet éducationnel en Tunisie pour l'éclosion d'un potentiel brut, jeune et prometteur :

En février 2021, l'ATB a signé une convention, avec le ministère de l'éducation Nationale et le conseil bancaire financier (CBF) pour la prise en charge du réaménagement de 04 établissements scolaires en Tunisie.

Pour l'ATB, il est indispensable d'encourager et de soutenir l'esprit d'initiative, la créativité et l'innovation, le concours ATB Innovation Challenge destiné aux jeunes porteurs de projets novateurs et originaux dans les arts et la culture, les sciences et technologies, le management et l'initiative entrepreneuriale en témoigne.

La banque a soutenu aussi l'association « Wallah We Can » dans la mise en place d'une école autonome en électricité à Makthar à travers l'installation de panneaux photovoltaïques sur l'ensemble de la toiture.

D'autre part, l'ATB s'est investie dans la culture via son grand concours « Mustapha Azzouz » pour la littérature d'enfants et jeunes. Ce rendez-vous annuel est organisé en collaboration avec

le Forum de la littérature de l'enfant « Addeb Ettefl » et est dédié aux écrivains, auteurs littéraires et romanciers tunisiens et arabes. L'ATB oeuvre à travers ce concours à valoriser la créativité et inciter les jeunes à la littérature. La banque a également parrainé des artistes et leur a permis de participer au festival international World Nomads à New York en 2014. Il s'agissait d'une saison tunisienne dans le cadre du festival World Nomads pour célébrer le transculturalisme du 21ème siècle. Grace à ce soutien, des artistes plasticiens Tunisiens ont exposé dans plusieurs lieux prestigieux de Manhattan à New York.



Egalite entre les sexes : une meilleure inclusion des femmes pour une économie durable

Mettre fin à la discrimination faite aux femmes et aux filles est un axe clé des ODD aspirant à renforcer les droits des femmes et à permettre l'autonomisation de celles-ci afin de stimuler la croissance et le développement économique dans tous les domaines. En accord avec ces objectifs, l'ATB s'emploie à mener des projets à caractère socio-économique en faveur de la femme.

Les initiatives amorcées concernent l'axe parité homme-femme en milieu professionnel suite à la participation de la banque au projet « SAWI ». Ce projet ambitionne de développer des plans d'action nationaux pour l'inclusion responsable des femmes dans les économies formelles de la région MENA. Ce projet vise aussi à réformer les politiques actuelles de recrutement, de rétention et de promotion dans les pays arabes.

Des actions sur l'axe entrepreneurial ont également été mises en place afin de soutenir et d'appuyer les initiatives féminines. En effet, depuis trois ans, la banque soutient le projet Femmes Entrepreneures de Tunisie à l'issue duquel la lauréate est accompagnée pour accéder à des prospections commerciales d'envergure.

La banque a en outre soutenu les femmes artisanes à travers l'événement « Hirafiyet » en mettant à leur disposition des stands afin de pouvoir se présenter au marché et exposer leurs produits.

L'ATB soutient aussi les projets innovants et digitaux à fort impact sur le quotidien des gens. Dans ce sens, et en collaboration avec le Center of Arab Women for Training & Research, la banque a accompagné le projet d'application mobile « SafeNess » dans sa vulgarisation et sa diffusion à grande échelle. Rappelant que cette solution permet aux femmes de se prémunir contre le harcèlement sexuel et la violence. Elle offre à l'utilisatrice la possibilité de faire appel de façon immédiate à des personnes de confiance en cas de danger et ainsi leur offre la sécurité de leurs déplacements.

A travers ses actions citoyennes, notre banque n'a cessé de renforcer et de valoriser le rôle des femmes dans les institutions et dans l'écosystème entrepreneurial. La banque s'est faite une tradition dans le développement des partenariats pour renforcer l'autonomisation économique des femmes.

Bonne santé et bien-être : engagement sociétal des acteurs en faveur de la santé pour tous !

Les efforts consentis ces dernières années suite au Covid19- ont permis une prise de conscience collective des différents acteurs publics et privés.

Prenant part à ces efforts, l'ATB en collaboration avec le ministère de la santé a contribué aux côtés des habitants de Djerba à la réhabilitation

d'un centre de réanimation au sein de l'hôpital Sadok Mokaddem qui a été mis à disposition pour d'autres traitements. La banque a pareillement fourni aux hôpitaux internes du matériel et des fournitures.

Donnant une importance capitale aux initiatives à caractère social, l'ATB a pris part au Marathon « Je cours pour l'autisme » afin d'aider les enfants présentant des troubles du spectre autistique. La banque a également soutenu l'événement «

Run avec toi » en faveur des malades du Cancer du sein. Les fonds collectés ont contribué à financer des prothèses mammaires au profit des femmes ayant subi une ablation du sein. Aussi, en étroite collaboration avec l'association, la banque a appuyé plusieurs actions d'animations pour enfants à l'hôpital d'enfants Bechir Hamza. Apporter le sourire aux visages des enfants et leur procurer des instants de bonheur est plus que nécessaire pour combattre la maladie au quotidien et reconforter ces petits anges.

Pas de pauvreté : solidarité entre les acteurs économiques et sociaux

En rejoignant pleinement les ODD de contribuer à éradiquer la pauvreté sous toute ses formes, l'ATB n'a cessé de nouer des partenariats avec les parties prenantes pour venir en aide aux plus vulnérables. Dans ce sens, la banque soutient depuis les années 2000 l'association « SOS Village » en prenant en charge tous les ans un foyer afin de garantir à ses membres des conditions de vie décentes.

La banque supporte aussi à travers différentes ONGs dont l'association « rose de l'espoir » plusieurs familles lors des occasions de fêtes, de rentrées scolaires ou encore le mois saint dans le but d'apporter un peu de consolation aux parents et du bonheur aux enfants.

Pour conclure, la banque est pleinement impliquée dans les différents programmes et initiatives à

fort impact social et entrepreneurial. D'abord, pour les enjeux qu'ils représentent en matière de développement durable afin d'améliorer les conditions de vie des gens dans le court terme, ensuite à moyen terme pour dynamiser la croissance économique et enfin sur le long terme pour renforcer l'économie nationale à travers des solutions pérennes. D'autre part, sur le plan humain, ces projets apportent un épanouissement et un bien-être collectif via le renforcement des droits, l'équité entre les individus et genres ainsi que l'accès à des opportunités professionnelles équitables.

Enfin, l'axe culture est essentiel dans la vision de l'ATB. A travers le soutien continu aux artistes et talents, la banque œuvre à créer des occasions d'échanges et de partage autour de l'art afin de cultiver le dialogue et les débats.



STB
EVERYWHERE



L'UNIVERS
DIGITAL STB

أكثر من 600 فرع عبر 5 قارات

من خلال شبكة فروعنا المنتشرة عالمياً، نتيح لكم الوصول إلى الأسواق المختلفة خصوصاً أسواق الشرق الأوسط وشمال أفريقيا الواعدة والتي نعتبر أحد أقدم البنوك فيها وأكثرها أماناً وموثوقية.

arabbank.com



البنك العربي
ARAB BANK



النجاح مسيرة